# Pour les salaires et l'emploi public,
# MOBILISONS-NOUS

**Nos organisations l'ont dit à maintes reprises : la situation faite aux salaires des personnels dans l'ensemble de la Fonction publique est profondément inacceptable**.

Pour preuve, de janvier 2000 à octobre 2006, la valeur du point d'indice –seul outil objectif permettant de mesurer le pouvoir d'achat- **a chuté de 5,6 %.**
Le point d'indice octroyé au 1er novembre (soit 0,2 % en moyenne) et les 0,5 % d'augmentation annoncé pour le 1er février 2007, ne permettront ni de compenser **aussi peu que ce soit** la perte intervenue, ni **de garantir un maintien** du pouvoir d'achat d'ici à la fin 2007.

**En parallèle**, la grille indiciaire est aujourd'hui **profondément détériorée**. Les déroulements de carrière qu'elle offre sont tout à fait **inacceptables :** salaire minimum courant après le SMIC, catégorie B débutant à moins **de 5 %** au-dessus de ce minimum et la catégorie A **à 23 %**, sont parmi les principaux exemples de cet insupportable tassement.

**Alors que des pans entiers** de la Fonction publique sont soumis aux pires difficultés en la matière (voir l'hôpital public, par exemple) le Gouvernement poursuit **sa politique déterminée de suppressions d'emplois**, notamment dans la Fonction publique de l'Etat. C'est une réduction d'au moins **15.000** emplois qui est programmée pour 2007, **cinquième année consécutive de baisse des effectifs.**

Rien, ne justifie cette politique de coupes sombres qui met les établissements en grandes difficultés, tant pour le service rendu aux usagers que pour les conditions de travail des personnels.

***C'est pour combattre de telles décisions et proposer d'autres solutions alternatives que nos organisations exigent, de la manière la plus urgente, l'ouverture de véritables négociations sur ces dossiers.***

C'est pourquoi, elles entendent être reçues par le Ministre **le 30 novembre prochain** et, à cette occasion, **lui remettre la carte pétition unitaire**.

Pour soutenir cette démarche, elles appellent tous les personnels, avec leurs syndicats, à intervenir de la manière la plus appropriée ce jour là : délégations aux préfectures, dépôts de motions, rassemblements territoriaux, cessations de travail… tout peut –et doit- être mis en œuvre.

## POUR :

- Le refus de toute suppression d'emploi et la création de postes partout où c'est nécessaire ;
- le maintien du pouvoir d'achat du point en 2006 ;
- le rattrapage sur les pertes intervenues depuis 2000 ;
- l'augmentation des salaires pour 2007 sur la base minimum de l'inflation prévue, soit 1,8 % ;
- une refonte globale de la grille indiciaire.

## TOUS DANS L'ACTION LE 30 NOVEMBRE

Paris, le 21 novembre 2006

**** Un préavis de grève couvrant toutes les éventualités est déposé pour le 30 novembre.***